

Le chef de l'opposition n'a cependant pas proposé d'autre politique et il a consacré 40 minutes à condamner. Le contraste était grand, alors que le premier ministre, loin de se livrer à des personnalités, a traité de la politique étrangère sur un plan très élevé. Pour ma part, je crois qu'il a fait un excellent discours et qu'il nous laisse entrevoir qu'enfin...

• (4.40 p.m.)

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît. Je dois interrompre le député pour lui dire que son temps de parole est expiré.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, en raison du temps à ma disposition, je ne puis qu'aborder un ou deux points. Je tiens à dire au début qu'à mon avis la politique annoncée par le gouvernement au sujet de l'OTAN représente un dangereux compromis, et cela parce qu'on hésite à faire précisément ce que le très honorable premier ministre (M. Trudeau) recommandait hier, soit de faire face au monde d'aujourd'hui et de refuser de se laisser lier par les décisions d'hier. Avant d'aller plus loin, je tiens à dire aussi—et ceci fait suite à la position prise hier par notre chef et par le député de Greenwood (M. Brewin)—que nous ne pouvons appuyer l'amendement des conservateurs. Son libellé est assez original mais ces gens tiennent manifestement à ce que le Canada continue à jouer le même rôle au sein de l'OTAN, et veulent de fait voir augmenter notre contribution militaire. Nous ne partageons pas cet avis et nous voterons contre l'amendement.

Le 3 avril, lorsque le premier ministre eût annoncé sa prétendue politique—je dois m'exprimer ainsi parce que j'ignore encore de quoi il s'agit—j'ai déclaré, au cours d'une conférence de presse à laquelle ne participait pas mon chef, que la déclaration faite le même jour par le premier ministre était imprécise et équivoque. Ma remarque demeure vraie. Le premier ministre prétend qu'il n'a pas encore terminé l'étude de notre politique étrangère et de notre politique de défense. Tout d'abord, je ne puis me l'expliquer et je me demande pourquoi il lui faut tant de temps, alors que le gouvernement dispose d'immenses ressources. Néanmoins, je dirai, sans vouloir blesser, mais avec sincérité et fermeté, que si le premier ministre n'a pas encore décidé de ses politiques, il devrait cesser de la laisser entendre dans ses propos. S'il n'a rien à dire au Parlement ni aux Canadiens, qu'il l'admette, au lieu de se livrer à des considérations d'ordre général qui ne font qu'ajouter à la confusion au pays et à l'incertitude à l'étranger.

[M. Allmand.]

Si la déclaration du premier ministre signifie quelque chose, si tant est qu'on puisse y comprendre quelque chose, alors son analyse aboutit à la conclusion claire et nette que le Canada devrait retirer aussitôt que possible toutes ses forces d'Europe après avoir consulté ses alliés. Pourquoi dis-je cela? A diverses reprises, lors de sa conférence de presse le 3 avril, dans son discours du 12 avril à Calgary et dans celui qu'il a prononcé hier, le premier ministre a souligné que notre contribution militaire en Europe est marginale, qu'elle a peu d'importance et que le rôle du Canada au sein de l'OTAN devrait être un rôle politique plutôt que militaire. Nous sommes d'accord là-dessus et je lui concède aussi que la situation a changé en Europe occidentale. Lors de la création de l'OTAN, cette partie du monde était dévastée et désarmée. Heureusement, aujourd'hui, l'Europe occidentale est économiquement et militairement forte. Le premier ministre l'a déclaré plus d'une fois et nous sommes d'accord avec lui quant à cette analyse.

Si, monsieur l'Orateur, le premier ministre avait le courage de ses convictions, il tirerait de cette analyse la conclusion claire et inéluctable que les forces canadiennes en Europe ne servent à rien et devraient être retirées au complet. Au lieu de cette politique franche et précise que le NPD préconise depuis quelques années, le gouvernement nous parle vaguement d'une réduction de nos troupes, selon un plan établi et par étapes, sans dire quand et dans quelle mesure elle se fera, et à quel point elle cessera.

Ce qui est encore plus important, à mon avis, c'est que je ne puis comprendre la logique d'un gouvernement selon qui une brigade motorisée et six escadrilles de l'air en Europe ne jouent aucun rôle utile, alors qu'un effectif réduit pourrait le faire. Un tel manque de logique me fait douter de la bonne foi de la proposition présentée au Parlement et aux Canadiens.

Je faisais partie du comité des affaires extérieures qui a parcouru l'Europe. Chacun d'entre nous en a sans doute retiré l'impression à laquelle ses opinions le prédisposaient. Mes rencontres avec des dirigeants militaires de l'OTAN partout en Europe m'ont inspiré une vive inquiétude au sujet de cette organisation. Elles m'ont amené à la conclusion vers laquelle je m'acheminais lentement, mais elles ont fait ressortir la conviction sous-jacente que l'OTAN était devenue une puissante alliance presque entièrement militaire.

Il y a plus grave. En parlant aux dirigeants de l'OTAN, on a l'impression, du moins dans mon cas, qu'elle est presque entièrement dirigée d'après des objectifs et une psychologie